



Commission for  
Environmental Cooperation  
of North America

Comisión para la  
Cooperación Ambiental  
de América del Norte

Commission de  
coopération environnementale  
de l'Amérique du Nord

# Communiqué

---

## *La mosaïque nord-américaine : Un rapport sur l'état de l'environnement*

### Points saillants

Voici quelques-unes des principales conclusions du rapport, le premier du genre à couvrir l'environnement de l'ensemble du continent nord-américain.

- **Les catastrophes naturelles deviennent plus fréquentes et plus coûteuses**

Le nombre et le coût des catastrophes naturelles, dans le monde entier aussi bien qu'en Amérique du Nord, se sont énormément accrus. La liste est longue : l'inondation du Mississippi en 1993; le tremblement de terre de Mexico en 1985; la crise du verglas dans l'est du Canada et le nord-est des États-Unis en 1998; des ouragans coûteux et parfois meurtriers comme *Camille* (1969), *Gilbert* (1988), *Hugo* (1989), *Andrew* (1992), *Pauline* (1997) et *Floyd* (1999).

Les coûts grimpent — l'année 1998 figure dans les annales comme étant l'année la plus onéreuse au chapitre des assurances contre les catastrophes — non seulement à cause de la fréquence et de la gravité accrues des catastrophes naturelles, mais aussi parce que les gens ont de plus en plus tendance à habiter dans des zones à risque élevé. L'aide gouvernementale aux sinistrés et les assurances de biens qui garantissent les pertes occasionnées par les phénomènes météorologiques extrêmes contribuent probablement à cette tendance.

Les gouvernements de l'Amérique du Nord commencent à donner plus d'ampleur aux programmes qui ont pour objet de mieux renseigner le public sur les dangers des catastrophes naturelles et de réduire le risque de morts, de blessures, de coûts économiques et de destruction des ressources naturelles et culturelles que ces catastrophes entraînent. Décréter, dans les zones les plus exposées, des modes d'utilisation des terres qui présentent un risque moindre est une façon efficace d'atténuer les répercussions des catastrophes, mais cette pratique est loin d'être courante. À une époque de croissance démographique et de déréglementation, il devient plus difficile de freiner le développement dans les zones qui ne sont qu'occasionnellement exposées aux inondations.

- **Les pauvres subissent de façon disproportionnée les contrecoups des problèmes environnementaux**

L'inégalité économique et sociale, lorsqu'elle se combine à d'autres pressions, vient miner la durabilité. Les gens qui se trouvent aux échelons sociaux et économiques inférieurs subissent aussi de façon disproportionnée les contrecoups des problèmes environnementaux. Dans diverses collectivités autochtones, notamment dans le bassin des Grands Lacs et dans l'Arctique, la nourriture d'origine sauvage occupe une place importante dans le régime alimentaire et dans l'économie locale, ainsi qu'une place fondamentale dans la culture. Certains de ces aliments sont à présent si contaminés par les polluants qu'ils ne peuvent pas être consommés sans danger ou qu'ils présentent d'importants risques pour la santé. Aux quatre coins du continent, la coupe à blanc des forêts, l'extraction des ressources, la pollution industrielle et la surpêche touchent souvent le plus gravement les collectivités à faible revenu.

- **Les transports suivent une tendance non durable**

Près de 90 % des ménages américains et canadiens et plus de 30 % des ménages mexicains possèdent au moins une voiture. Au cours des 25 dernières années, la population du Canada s'est accrue de 50 %, mais le nombre de véhicules automobiles a doublé. Seules quelques grandes villes sont dotées d'un réseau étendu de transport en commun; en conséquence, plus de 80 % de tous les déplacements domicile-travail au Canada et aux États-Unis se font en voiture. L'utilisation du transport en commun (mesurée en kilomètres-voyageurs) stagne, à une proportion de moins de 5 % des déplacements par véhicule

automobile, dans les zones urbaines du Canada. Aux États-Unis, le nombre total de kilomètres-voyageurs du transport en commun et du transport par chemin de fer et par autocar interurbain a chuté de plus de moitié depuis 1970.

- **L'érosion des sols diminue mais les sécheresses risquent d'augmenter**

La perte de sol attribuable à l'érosion par le vent et l'eau diminue en Amérique du Nord grâce à l'adoption de meilleurs programmes et pratiques de conservation. Aux États-Unis, entre 1982 et 1997, l'érosion totale sur l'ensemble des terres cultivées a diminué de 41 %. L'érosion totalisait 3,08 milliards de tonnes en 1982, mais cette valeur était passée à 1,81 milliard de tonnes en 1997.

Dans les prairies canadiennes, au milieu des années 1990, la perte annuelle de sol causée par le vent et l'eau était estimée à environ 177 millions de tonnes. Des méthodes de lutte contre l'érosion comme la rotation des cultures avec fourrage, l'utilisation de plantes couvre-sol d'hiver, l'aménagement de brise-vents et la culture en courbes de niveau ont contribué à ralentir le rythme de perte de sol et promettent de continuer de le faire à l'avenir. Au Canada, au début des années 1990, les recherches ont révélé que 42 % des exploitations agricoles étudiées pratiquaient la rotation des cultures avec fourrage. Grâce à l'adoption de méthodes de culture sans travail du sol ainsi qu'au déclin des mises en jachère, le risque d'érosion éolienne a chuté de 30 % dans les prairies entre 1981 et 1996.

Tous les ans, le Mexique perd entre 150 000 et 200 000 hectares de terres agricoles par suite de l'érosion et de la conversion à d'autres modes d'utilisation. On estime qu'environ 37 % des terres du Mexique sont touchées par l'érosion hydrique et 15 %, par l'érosion éolienne.

Chaque année environ 10 % de la superficie de l'Amérique du Nord est touchée par la sécheresse. Les conditions de sécheresse sont fréquentes dans le nord du Mexique, ce qui expose cette région à la désertification quand les modes d'utilisation des terres sont inopportuns. Si les sécheresses s'aggravent comme prévu en raison du changement climatique, les parties septentrionale et centrale du pays — soit environ 48 % du territoire du Mexique — seront fortement exposées à la désertification.

Même si l'érosion décline dans de nombreuses zones de l'Amérique du Nord, au total, la quantité de sol perdue dans les régions agricoles est supérieure à la quantité de sol produite par régénération naturelle. Une partie du problème réside dans le manque d'humus engendré par l'utilisation intensive d'engrais chimiques plutôt que d'engrais et d'amendements traditionnels, comme le fumier et le compost, qui contribuent à préserver la structure des sols.

- **Les Nord-Américains sont en train d'épuiser la chaîne alimentaire des stocks de poissons en récoltant les espèces essentielles à leur reproduction**

Le golfe du Mexique reçoit des quantités excessives d'éléments nutritifs charriés par le fleuve Mississippi, qui draine 40 % du territoire continental des États-Unis. Ces éléments nutritifs contribuent à l'apparition de conditions qui créent une « zone morte » dans le golfe à cause du manque d'oxygène dissous dans les eaux de fond. En 1998, la zone morte au large de la côte de la Louisiane était plus petite qu'elle ne l'avait été au cours des cinq années précédentes, soit depuis l'inondation de 1993 du Mississippi, mais elle ne s'en étendait pas moins sur 12 432 kilomètres carrés.

La baie de Chesapeake, qui est l'estuaire le plus vaste des États-Unis et l'un des milieux estuariens les plus productifs du monde, souffre également d'un enrichissement causé par une quantité excessive de substances nutritives qui proviennent des terres et qui contribuent à rendre les eaux de fond anoxiques, ou « mortes ». Ces éléments nutritifs sont en grande partie charriés par le fleuve Susquehanna et la plupart d'entre eux sont attribuables à des activités intensives d'agriculture et d'élevage. Les apports de substances nutritives ont été réduits grâce à des efforts déployés en collaboration par le gouvernement fédéral, les États et les ONG, mais la croissance démographique et l'intensification de la mise en valeur des terres menacent de renverser cette tendance.

Environ 60 % des stocks mondiaux de poissons font actuellement l'objet d'une surpêche ou sont déjà entièrement épuisés. À mesure que les espèces les plus désirables — dont le saumon, la morue, le flétan et l'espadon — déclinent, certains estiment que nous sommes en train, dans bien des cas, d'épuiser la chaîne alimentaire des stocks décimés, en récoltant à présent la nourriture essentielle à leur reconstitution.

Les États-Unis se classent au cinquième rang parmi les principaux pays de pêche du monde; leurs prises correspondent à 5 % des prises mondiales totales. Le Mexique occupait le dix-huitième rang selon les statistiques de 1993. En 1992, les prises de ce pays étaient à l'origine de 1,0 % de son produit national brut; depuis, cependant, cette proportion a gagné en importance. En 1996, l'industrie de la pêche représentait 0,35 % du PIB du Canada, comparativement à 0,75 % au début des années 1960.

Même si la production aquicole permet d'acheminer un plus grand nombre de poissons et de fruits de mer vers les marchés, les critiques soutiennent que cela ne mettra pas fin pour autant au déclin des stocks de poissons sauvages. Les établissements piscicoles exercent par ailleurs leurs propres pressions sur les écosystèmes côtiers. L'aménagement de l'infrastructure aquicole peut causer des dommages à la végétation côtière, voire la détruire complètement. Les déchets issus de ces installations peuvent accroître la teneur en éléments nutritifs des eaux. Les maladies que les poissons d'élevage peuvent transmettre aux espèces indigènes sont en outre une source d'inquiétude. Les croisements entre les poissons sauvages et les poissons qui s'échappent des établissements piscicoles suscitent également des préoccupations sur le plan de la biodiversité, particulièrement si les poissons d'élevage ont subi des modifications génétiques.

Depuis 1986, des mesures de conservation appliquées sous l'effet de la demande des consommateurs pour du thon pêché sans danger pour les dauphins (du thon que l'on pêche en présence des dauphins, mais sans causer de blessures graves à ces derniers) ont engendré une spectaculaire réduction de la mortalité des dauphins dans la zone tropicale orientale de l'océan Pacifique. Les mortalités annuelles de dauphins sont passées de plus de 133 000 en 1986 à moins de 2 000 en 1998.

- **Les espèces d'eau douce sont beaucoup plus exposées au risque de disparition que les espèces marines**

Les espèces qui vivent en eau douce sont beaucoup plus exposées au risque de disparition que les espèces marines parce que, comme dans le cas des espèces qui peuplent les îles océaniques, des obstacles physiques les empêchent de migrer vers un nouvel écosystème lorsque le leur est détruit ou se détériore.

L'Amérique du Nord et, plus particulièrement, les États-Unis sont des zones d'importance mondiale pour ce qui est de la diversité des espèces dulcicoles. Les États-Unis sont la région de la planète qui compte la

plus grande variété d'espèces de moules d'eau douce, mais plus de 65 % de ces espèces sont disparues ou menacées et 48 % des espèces d'écrevisses sont en péril.

On considère depuis longtemps les amphibiens comme les « canaris dans la mine » : ce sont des indicateurs très sensibles de la salubrité des écosystèmes de milieux humides, puisqu'ils passent du temps en milieu aquatique aussi bien qu'en milieu terrestre. La pollution de l'environnement a eu des effets néfastes sur de nombreuses populations d'amphibiens. On mène actuellement une gamme d'enquêtes, auxquelles participent tant des scientifiques et des citoyens que des écoliers, en vue de préciser l'ampleur de ces répercussions.

- **La hausse du niveau de la mer provoquée par le réchauffement planétaire menacerait notamment la Floride, la Louisiane et la Caroline du Nord**

Même des modifications relativement minimales dans les moyennes de température peuvent donner naissance à des phénomènes beaucoup plus extrêmes. À l'aube de ce nouveau siècle, les observateurs signalent déjà que des glaciers de montagne disparaissent sur tous les continents, que les calottes polaires reculent et que la saison des eaux libres est de plus en plus longue dans l'Arctique.

Au début du phénomène de réchauffement planétaire, la majeure partie des États-Unis et la zone méridionale du Canada connaîtraient un allongement de la saison de végétation. À long terme, cependant, les scientifiques lancent la mise en garde suivante : lorsque la température aura augmenté d'environ 1,5 °C, on parviendra à un stade où le rendement des cultures commencera à décliner rapidement.

Si le niveau de la mer s'élève comme prévu (de 1,5 mètre à la limite inférieure de la plage de valeurs prédites, et de pas moins de 3,5 mètres si le phénomène de réchauffement est plus extrême), les tempêtes et les inondations dans les zones littorales auront des effets beaucoup plus prononcés, causeront de vastes dégâts matériels et engendreront des pertes se chiffrant par milliards de dollars.

À la limite supérieure de la hausse prévue, l'élévation du niveau de la mer serait suffisante pour inonder en permanence des régions entières de basses terres comme le sud de la Floride (jusqu'à, peut-être,

50 kilomètres au nord de Miami), le delta du Mississippi dans le sud de la Louisiane (jusqu'à, peut-être, 100 kilomètres en amont de la Nouvelle-Orléans) et la zone côtière de la Caroline du Nord.

Des îles de faible altitude comme Cozumel disparaîtraient presque complètement. Et les effets de l'élévation du niveau de la mer sur les marées déjà impressionnantes dans des zones comme la baie de Fundy seraient inimaginables. Par surcroît, un climat plus chaud modifiera le rayon d'influence et le mode de propagation des maladies infectieuses et à transmission vectorielle, comme le paludisme et la dengue.

- **Il convient de réviser le PIB de manière à pouvoir mesurer les coûts véritables de la pérennité de l'environnement.**

Le rapport souligne l'importance d'établir des objectifs et des politiques mutuellement compatibles à l'échelle continentale dans les sphères de l'économie, de la société et de l'environnement. Il convient de réviser le PIB et les autres indicateurs du progrès de manière à pouvoir mesurer les coûts véritables de la pérennité de l'environnement.

En 1997, une équipe d'écologistes et d'économistes a tenté d'établir le prix des services rendus par les écosystèmes, généralement en calculant combien coûterait le remplacement des services naturels par les mêmes services fournis au moyen d'infrastructures d'origine humaine. Ces experts ont obtenu une valeur d'au moins 33 billions de dollars par année, soit 1,83 fois le produit national brut mondial de 18 billions de dollars par année.

Nous pouvons nous concerter pour établir des indicateurs fondamentaux de durabilité nous permettant de mesurer et de surveiller les tendances. Et il est possible d'améliorer la qualité et la comparabilité des données recueillies par le biais de ces indicateurs afin de produire une information plus utile et susceptible d'être mieux gérée, mieux analysée et mieux diffusée.

Entre temps, beaucoup de programmes gouvernementaux et de politiques fiscales vont à l'encontre de l'objectif du développement durable, selon le rapport. Parmi ces programmes et politiques, on trouve des subventions « pernicieuses » qui nuisent à la durabilité de l'environnement en favorisant une forte consommation.

L'industrie des combustibles fossiles, le secteur de l'hydroélectricité et les programmes d'approvisionnement en eau bénéficient encore aujourd'hui d'importantes subventions. Les faibles coûts de l'énergie, qui ne sont pas représentatifs du coût environnemental réel de la production, de la distribution et de la consommation de cette ressource, exercent des pressions sous-jacentes sur l'écosystème nord-américain.

Dans le même ordre d'idées, des programmes d'aménagement de l'infrastructure subventionnés par l'État, comme la construction de routes et de barrages et l'aménagement de parcs industriels, ont occasionné des dommages à l'environnement qui ne sont pas officiellement comptabilisés.

- **Le volume d'eau consommé par habitant aux États-Unis et au Canada est le plus élevé de la planète**

Le Canada compte environ la moitié des ressources en eau douce renouvelable de l'Amérique du Nord. Par habitant, cela représente dix fois plus qu'aux États-Unis et 20 fois plus qu'au Mexique. Cependant, 60 % des eaux du Canada s'écoulent vers le nord, alors que 90 % de la population habite dans la partie sud du pays, à moins de 300 kilomètres de la frontière canado-américaine. Le Canada a effectué davantage de détournements de cours d'eau que tout autre pays du monde, essentiellement pour produire de l'énergie hydroélectrique.

Le volume d'eau consommé par habitant aux États-Unis et au Canada est le plus élevé de la planète — il correspond environ au double de la consommation par habitant du Mexique — et la demande grimpe, particulièrement dans certaines zones très arides. Des projections indiquent, par exemple, que la croissance démographique spectaculaire que connaît la région intérieure aride de l'ouest des États-Unis se poursuivra — Las Vegas est la ville qui croît le plus rapidement au pays — et que la population dans cette zone pourrait augmenter de plus de 30 % d'ici 2020. Cependant, la demande la plus forte d'eau douce provient des industries de l'agriculture et de la production d'énergie thermoélectrique : environ 80 % de l'utilisation d'eau est imputable à ces deux secteurs réunis.

Une large part de l'eau utilisée pour l'irrigation est pompée dans des sources souterraines qui ont mis des siècles à se former par l'accumulation de petites quantités d'eau de pluie. Par exemple, l'aquifère

Ogallala, sous-jacent aux grandes plaines, est l'un des plus importants aquifères du monde et ses ressources hydriques équivalent à celles du lac Huron. Le rythme d'abaissement de la nappe phréatique dans cet aquifère a atteint un sommet d'un mètre par année, avant de ralentir ces dernières années; néanmoins, encore aujourd'hui, le rythme de tarissement continue d'y être plus rapide que le rythme de réalimentation.

Les eaux souterraines sont en train de devenir un enjeu particulièrement important le long de la frontière américano-mexicaine où, en raison de la croissance démographique et de la vulnérabilité des sources d'eau souterraine, un besoin pressant d'adoption de stratégies binationales concertées et équitables se fait sentir. La mise en place d'un système commun de gestion globale des eaux souterraines transfrontalières promet d'être l'un des défis les plus urgents à relever au cours du siècle qui s'amorce.

On observe aux États-Unis une tendance favorable : après une période d'augmentation entre 1950 et 1980, les prélèvements d'eau pour des utilisations hors milieu ont décliné entre 1980 et 1995. Bien que la demande d'eau d'irrigation soit forte, les prélèvements ont diminué par suite de l'adoption de meilleures techniques d'irrigation, d'une intensification de la concurrence pour l'utilisation de l'eau et d'un recul de l'économie agricole. Le recours plus répandu à des outils de gestion axés sur la demande en eau a également accru l'efficacité d'utilisation de cette ressource. Même si la population des États-Unis a augmenté de 16 % entre 1980 et 1995, l'utilisation totale d'eau en 1995 était de 2 % inférieure à celle de 1990, et de près de 10 % inférieure à celle de 1980. Toutefois, l'utilisation totale avec prélèvement s'est accrue de 6 % entre 1990 et 1995.

La hausse du pourcentage de la population qui a accès à une eau de consommation traitée est un signe encourageant; plus de 94 % de l'eau destinée à la consommation humaine au Mexique est maintenant désinfectée.

Au Canada, on continue de déverser les eaux usées non traitées d'environ 1,6 million d'habitants dans les lacs et les cours d'eau, bien que le pourcentage de citoyens desservis par au moins un traitement primaire des eaux usées soit passé de 85 % en 1991 à 93 % en 1994.

\* \* \* \* \*